

Ligue
des **droits de
l'Homme**



Section
d'Aix-en-Provence



*Collectif Aixois
pour l'Égalité*

Les Échos de la LDH

N°22 - JUIN 2014

CONTRE LES DISCRIMINATIONS HOMOPHOBES

CHAQUE ÊTRE HUMAIN EST UNIQUE EN SON GENRE

Lutter pour les droits, c'est lutter pour les droits de tous, groupes ou individus, et c'est lutter contre toutes les discriminations.

Dans ce numéro des Echos, nous abordons le problème de l'égalité des droits pour les homosexuels, bisexuels, transidentitaires et intersexes (LGBTI), droits qui ont progressé récemment dans notre pays, notamment par l'institution du « mariage pour tous » en 2013. Nous regardons aussi le problème des discriminations homophobes qui sont loin d'être éteintes. Car le droit de se marier et d'adopter des enfants pour deux personnes de même sexe a été l'occasion d'un déchaînement sans précédent de haine et de propos homophobes d'une violence qu'on croyait dépassée. Et le rapport annuel de « SOS homophobie » traduit bien cette situation : forte hausse des témoignages reçus en 2013 par l'association et forte hausse des agressions physiques. A quoi il faut ajouter l'explosion de l'homophobie sur internet et sur les réseaux sociaux. La « Manif pour tous » de mai 2013 a contribué à déclencher des comportements qui apparaissent comme de véritables retours en arrière, des comportements de haine.

Dans ce contexte, il est important de poursuivre le combat en faveur de l'égalité des droits entre tous, quelles que soient les orientations sexuelles et identités de genre des personnes.

C'est à quoi veut contribuer ce numéro des Echos co-écrit par la Ligue des droits de l'Homme et le « Collectif aixois pour l'égalité ». Il donne des informations précises sur l'homophobie, expose les positions de ces deux organisations et appelle à la mobilisation contre la haine et la violence.

HOMOPHOBIE ORDINAIRE, À AIX OU AILLEURS...

par le Collectif Aixois pour l'Égalité

Août 2011, Christophe et Éric* fêtent la promotion professionnelle d'Éric avec une de leurs amies dans un bar du cours Sextius. En fin de soirée, leur amie partant chercher sa voiture, ils l'attendent sur le trottoir et ils s'embrassent. Deux hommes les prennent à partie, l'un deux enlève sa ceinture qui a une grosse boucle métallique et il s'en sert pour frapper Christophe et Éric. Éric aura une fracture ouverte du poignet. Prévenue, la police ne se déplacera pas. Lorsque les 2 victimes iront porter plainte le lendemain en sortant de l'hôpital, les films de la vidéosurveillance seront, comme par hasard, inexploitable. Depuis, traumatisés, Christophe et Éric ont quitté Aix.

Décembre 2012, Anna et Delphine se promènent sur le marché du centre-ville un samedi matin et s'arrêtent pour prendre un café en terrasse d'un bar de la place Richelme. Delphine porte un blouson de cuir et s'est fait couper les cheveux très courts la veille. Constatant que le serveur ne venait pas prendre leur commande, Anna l'appelle et, en arrivant à leur table, celui-ci leur dit « messieurs-dames » avant de se reprendre à regret et de dire « mesdames ». Il ne leur apportera jamais leurs cafés et les ignorera superbement par la suite. La terrasse du café était loin d'être pleine mais, écrivant pour se plaindre au patron du bar, Anna et Delphine se verront répondre que le service pouvait être long le samedi matin à cause de l'affluence...

En 2014, Brice prend le bus à Aix et se fait insulter par le chauffeur à cause de sa coupe de cheveux « de pédé ». Le chauffeur menace de « s'occuper de lui au terminus » et n'arrête pas le bus à l'arrêt demandé par Brice. Personne parmi les passagers ne réagit. Le bus arrivé au terminus, Brice s'enfuit en passant derrière une passagère.

Toujours en 2014, Joëlle travaille dans une PME de mécanique générale dans une commune de la CPA. Personne transidentitaire en cours de transition, elle se fait régulièrement insulter et injurier par ses collègues au vu et au su du directeur de l'entreprise qui ne réagit pas. Les collègues de Joëlle font même des captures d'écrans de sa page Facebook personnelle pour les afficher dans les locaux de l'entreprise avec des commentaires dégradants. A bout de force, Joëlle va consulter l'Union Locale Cgt pour connaître ses recours contre les discriminations qu'elle subit.

Agressions physiques, agressions verbales, discriminations, voici ce que subissent les personnes homosexuelles, bisexuelles, transidentitaires et intersexes à Aix-en-Provence. Dans l'indifférence générale, Aix ayant été classée 43ème sur 49 au classement des villes de France suivant leur lutte contre l'homophobie. 43ème sur 50* et avec une note négative, ce qui revient à dire qu'à Aix-en-Provence, on ne lutte pas contre l'homophobie, on la promeut !

Sur le plan national, d'après le rapport 2014 de l'association SOS Homophobie, les signalements d'actes homophobes, lesbophobes et transphobes ont augmenté de 78 %. Comment pourrait-il en être autrement après le déferlement de paroles homophobes au moment des débats sur l'ouverture du mariage aux couples de

* Classement établi par le Comité IDAHO, organisation non gouvernementale qui coordonne la journée mondiale contre l'homophobie et la transphobie (le 17 mai) et procède notamment à enquêtes et sondages.

même sexe ? Déferlement de paroles homophobes venues des plus hauts niveaux de la République. La place nous manque pour les citer. Et ces paroles homophobes sont venues de tous les bords politiques, un ancien premier ministre socialiste, opposé à l'ouverture du mariage, parlant même de l'humanité « structurée » par le rapport homme/femme. Au-delà du fait que cette formule ne veut rien dire, elle indique quand même que, pour son auteur, les personnes LGBTI ne font pas partie de l'humanité. Elle est loin l'époque où Robert Badinter déclarait « Il est temps que la France reconnaisse ce qu'elle doit aux homosexuels ». Aujourd'hui, commencent à arriver les témoignages terribles de souffrance d'adolescentes et d'adolescents entraînés par leurs parents aux manifestations homophobes anti-mariage pour tous et qui se découvrent lesbiennes, gays, bi, trans ; ou de ceux qui – mis à la porte par leurs parents – se retrouvent au Refuge (voir rubrique Contacts à la fin) dont les prises en charge ont considérablement augmenté.

Au niveau international, si la situation des personnes LGBT s'est améliorée dans de nombreux pays, elle a terriblement régressé dans d'autres, comme la Russie, l'Ouganda et le Nigeria. L'homosexualité est toujours pénalisée dans 82 pays et 7 pays vont jusqu'à la peine de mort (Afghanistan, Arabie Saoudite, Iran, nord du Nigeria, Mauritanie, Soudan et Yémen). Et ces législations sont effectivement appliquées. Même dans des pays qui n'ont pas de législation homophobe, la situation peut être terrible, comme en Côte d'Ivoire où une recrudescence des actes et des agressions homophobes a lieu en ce moment même.

Ce texte est dédié à la mémoire de Roger Mbede, homosexuel Camerounais condamné à 3 ans de prison pour avoir envoyé un message d'amour par sms à un autre homme. Sorti de prison malade, Roger Mbede a été enfermé et laissé sans soins par sa propre famille, il est décédé le 1^{er} janvier 2014 à l'âge de 34 ans. * tous les prénoms ont été changés.

CONTRE LES HOMOS EN 2013. CONTRE L'IVG EN 2014...



Définitions

Identité de genre :

« L'identité de genre est comprise comme faisant référence à l'expérience intime et personnelle de son genre (de sa féminité ou de sa masculinité) profondément vécue par chacun, qu'elle corresponde ou non au sexe assigné à la naissance, y compris la conscience personnelle du corps (qui peut impliquer, si consentie librement, une modification de l'apparence ou des fonctions corporelles par des moyens médicaux, chirurgicaux ou autres) et d'autres

expressions du genre, comme l'habillement, le discours et les manières de se conduire ».

Orientation sexuelle :

« L'orientation sexuelle est comprise comme faisant référence à la capacité de chacun de ressentir une profonde attirance émotionnelle, affective et sexuelle envers des individus du sexe opposé, de même sexe ou de plus d'un sexe, et d'entretenir des relations intimes et sexuelles avec ces individus. »

S'OPPOSER À L'HOMOPHOBIE, GARANTIR L'ÉGALITÉ DES DROITS

par la Section d'Aix-en-Provence de la LDH

Souvenons-nous, c'était il y a seulement un an : la loi « Mariage pour tous » fut l'occasion pour nombre de ses opposants de faire l'étalage, d'une part de leur intolérance et, d'autre part, de leur volonté d'en découdre avec le gouvernement, prétendument au nom de la famille française. Et parce que des fantasmes à la violence physique il n'y a qu'un pas que des groupes d'extrême-droite n'hésitent pas à franchir, les coups, au sens propre du terme, se sont abattus sur les personnes qui exprimaient leur identité et leurs droits : bars gays saccagés, « chasse à l'homo », prise à partie personnelle des parlementaires, débats publics sabotés...

Et depuis, nous continuons d'assister à un déferlement d'idées conservatrices et réactionnaires, à un climat général de régression de la tolérance et du respect des autres, porteurs d'inégalités ; par exemple

- refus de l'éducation à l'égalité entre filles et garçons

- à l'occasion des « ABCD de l'égalité » expérimentés dans les écoles maternelles-, sous prétexte de défendre les différences entre sexes soi-disant menacées...

- remise en cause violente de la loi sur le mariage pour tous (même après son adoption par le Parlement) et refus de reconnaître aux homosexuels les mêmes droits qu'aux hétérosexuels.



Nous ne voulons pas de cela.

La Ligue des droits de l'Homme a soutenu le droit au mariage pour tous et l'adoption sans considération de l'orientation sexuelle des adoptants comme des avancées fortes de l'égalité des droits. Dans le même esprit de nombreuses associations défendent le droit à la procréation médicalement assistée pour les couples de femmes comme c'est le cas pour les couples hétérosexuels. Il est normal que ces questions de société fassent débat, que toutes les opinions s'expriment, craintes et refus comme revendications et acceptations. Mais ce débat public doit être serein et la Ligue des droits de l'Homme appelle à la plus grande vigilance face aux provocations et quand la contestation conduit à une explosion de violences et de haines.

La lutte contre les discriminations nécessite à la fois des sanctions fermes des actes et des propos homophobes, le soutien aux victimes par un accès plus large à des lieux d'écoute et d'accompagnement, particulièrement pour les adolescent-e-s et, enfin, l'éducation à la diversité : l'école doit déconstruire les préjugés sur les LGBTI.

Dans de trop nombreux pays, l'homosexualité est encore un

délit ou un crime puni de sanctions pouvant aller jusqu'à la peine de mort : il est urgent d'obtenir l'abrogation universelle des lois homophobes, conformément à la déclaration présentée aux Nations unies en 2009. La France se doit d'être exemplaire en la matière, en per-



mettant l'accueil des personnes menacées dans leur pays en raison de leur homosexualité ou transsexualité et en appliquant une véritable politique de l'asile fondée sur les droits de l'Homme.

Comme l'origine, le sexe, l'appartenance religieuse, le handicap, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre ne justifient ni violence, ni rejet, ni discrimination. C'est une évidence à défendre chaque jour et partout.

La LDH continuera à s'y employer résolument.

POLICE DES MŒURS POUR TOU-TE-S ?

**pour un
avenir
solidaire**

Le 16 mai dernier le Collectif « Liberté, Égalité, Fraternité » - composé au plan national de 40 mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, 11 associations de défense des droits et libertés et de solidarité, et de 8 organisations syndicales - publiait le communiqué suivant :

« La haine poursuit son chemin. Il y a quelques jours, les dirigeants du Front National lisaient sur les lèvres d'une ministre pour s'autoriser à exiger, rien de moins, sa démission. Ecouter une cantatrice chanter la Marseillaise serait, semble-t-il, moins « français » que de la fredonner à l'unisson. Il y a quelques jours, *Le Figaro* a décidé de faire monter la pression en accréditant une rumeur et en faisant régner une atmosphère de scandale sexuel autour de la journée dite « Ce que soulève la jupe ».

De quoi s'agissait-il ? D'une journée de lutte contre le sexisme et les discriminations. Elle est née en 2006, et, depuis sa naissance, s'est toujours bien passée. Cette initiative appartient aux lycéennes et lycéens. Elle est à l'initiative des jeunes d'un Conseil académique à la vie lycéenne, puis validée par l'académie de Nantes.

Ce désir de s'opposer aux discriminations honore la jeunesse. Pourtant, la campagne engagée par *Le Figaro* a immédiatement été relayée par des associations ad hoc pour hurler au viol des consciences, dénoncer, sur le même mode que des intégristes religieux l'ont fait contre l'éducation sexuelle à l'école, la « théorie du genre », bref, brandir l'étendard des bonnes mœurs contre leur décadence.

Une fois de plus, c'est l'égalité qui est la cible de ces cris d'orfraie, une fois de plus ce sont ses partisans que l'on tente d'intimider, de culpabiliser et de réduire au silence.

Refuser l'engagement de ces jeunes contre les stéréotypes de genre et les discriminations (sexistes, homophobes), c'est en creux avouer sa préférence pour un ordre patriarcal qui entend cantonner chacun et chacune à une place déterminée, quelles que puissent être ses évolutions et ses aspirations, au nom de la différence biologique. C'est remettre en cause les droits (encore imparfaits) acquis après de longues années de lutte féministes. C'est exclure et nier même le droit d'exister à toutes celles et ceux qui ne sont pas conformes aux standards traditionnels de la féminité et de la masculinité.

Regroupées derrière l'appel « Pour un avenir solidaire » afin de faire échec aux atteintes aux droits démocratiques et valeurs républicaines, nous, associations de défense des droits, acteurs

d'éducation populaire et organisations syndicales, apportons notre soutien plein et entier aux lycéennes et lycéens qui entendent aller au bout de leur démarche, démarche pleinement citoyenne.

Au-delà, nous alertons les citoyennes et citoyens contre les tentatives répétées de mouvements réactionnaires à multiplier les intimidations verbales et physiques pour s'imposer comme garants, ici, de la sécurité physique des usagers de transports publics, là, comme arbitres des bonnes mœurs.

Nous appelons toutes et tous à exprimer leur solidarité et à opposer leur refus à chacune de ces tentatives, en lien avec celles et ceux qui en sont la cible. »

Pour un avenir solidaire www.avenirsolidaire.org

LA SITUATION EST GRAVE ! LUTTONS CONTRE L'HOMOPHOBIE ET AUSSI CONTRE LES AUTRES DISCRIMINATIONS ! POUR L'ÉGALITÉ.

Les avancées de la loi « mariage pour tous » n'ont pas fait cesser les comportements homophobes, au contraire ! Les manifestations à l'occasion du vote de cette loi, celles contre les ABCD de l'école...ont même redonné de la force à tous les opposants à l'égalité dans ce domaine.

Nous voulons rappeler que l'homophobie est un délit ; convaincre que donner des droits nouveaux aux LGBTI n'enlève rien aux droits des autres. Au contraire : quand les droits des uns ne progressent pas ce sont ceux de tous les citoyens qui reculent. Nous voulons dénoncer toutes les attaques homophobes au travail, au café, au commerce du coin, dans la rue ; dénoncer pour défendre ceux qui en sont victimes, dénoncer pour attaquer ceux qui en sont responsables. Nous voulons lutter pour contribuer à l'égalité et ne pas laisser le terrain aux idées réactionnaires.

La Ligue des droits de l'Homme, le Collectif aixois pour l'égalité, l'association Vanguard s'engagent dans ce combat, avec tous ceux, habitants et organisations, qui voudront le partager. Les acteurs publics devraient donner l'exemple de la lutte contre les violences homophobes et de l'action au quotidien ; c'est particulièrement le cas de l'Etat, des services publics, des municipalités. A cet égard la municipalité d'Aix se distingue par son classement calamiteux (43^{ème} sur 50) dans le dernier classement IDAHO. Nous voulons que la ville change de politique, qu'elle s'engage dans une lutte efficace contre l'homophobie et aussi contre les autres discriminations, en particulier sociales (le logement, la vie dans les quartiers) et ethniques (l'accompagnement des Roms, l'accueil des demandeurs d'asile...)

Le Collectif aixois pour l'égalité et l'association Aix Vanguard

Le **Collectif Aixois pour l'Égalité** – co-auteur de ce numéro des Echos de la LDH – regroupe au sein du Pays d'Aix des associations et partis politiques en faveur de l'égalité. Il apporte son soutien aux luttes contre l'homophobie et contre les discriminations liées au genre ou à l'orientation sexuelle.

Aix Vanguard est une association créée en mai de cette année. Elle a pour but d'organiser des actions et événements informatifs (expositions, conférences, etc.), festifs, culturels ou polémiques (débats) visant à promouvoir l'égalité des droits pour les personnes homosexuelles, bisexuelles, transidentitaires ou intersexes au sein du Pays d'Aix.



Le nom de l'association rend hommage à l'association **Vanguard**, l'une des toutes premières associations LGBTI. **Vanguard** s'est notamment fait connaître en organisant des manifestations pour la reconnaissance des droits LGBTI aux Etats Unis, dès 1966 à San Francisco et 1969 à New York.

CONTACTS

Vous êtes discriminé-e, brimé-e, moqué-e, menacé-e...au travail, dans des commerces ou services, par vos voisins...en raison de votre orientation sexuelle et vous avez besoin d'en parler, vous recherchez un appui...
voici quelques contacts :

Aix-Vanguard	http://www.aixvanguard.fr/	Association Aixoise pour l'égalité LGBTI
SOS Homophobie N° Azur 0810108135 ou 0148064241	http://www.sos-homophobie.org/	Association nationale de lutte contre la lesbophobie, la gayphobie, la biphobie et la transphobie
Le Refuge	http://www.le-refuge.org/	Un hébergement temporaire et un accompagnement social, médical, psychologique et juridique aux jeunes majeurs victimes d'homophobie ou de transphobie.
Contact	http://www.asso-contact.org/	Dialogue entre les parents, les gays, lesbiennes et bis, leur famille et amis
Bicause	http://bicause.webou.net/	Association bisuelle
Support Transgenre Strasbourg	http://www.sts67.org/	1 ^{er} groupe de support trans créé en région
Ilga	http://ilga.org/	International lesbian, gay, bisexual, trans and intersex association

Ligue des droits de l'Homme, section d'Aix-en-Provence Tél : 06 44 94 45 74

Courriel : ldh.aix@laposte.net - Site : www.ldh-aix.org

et www.facebook.com/ldh.aix
